



**Département du Gard**

**MARCHES PUBLICS  
DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**ACQUISITION DE BASES DE  
DONNEES CARTOGRAPHIQUES  
DECRIVANT L'OCCUPATION  
DES SOLS A GRANDE ECHELLE  
SUR LES TERRITOIRES DU  
SCOT UZEGE PONT DU GARD**

**ACTE D'ENGAGEMENT  
(A.E.)**

<b>Objet du marché</b>	Acquisition de bases de données cartographiques décrivant l'occupation des sols a grande échelle sur les territoires du SCoT Uzège Pont du Gard
<b>LOT</b>	
	Marché public passé en procedure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics
<b>N° du marché</b>	S/01-2016

<b>Maître d'ouvrage</b>	Syndicat Mixte du SCoT Uzège pont du Gard	
<b>Date du marché</b>		Case réservée au nantissement
<b>Montant T.T.C.</b>		
<b>Imputation</b>		

<b>Personne Responsable du Marché</b>	Christian CHABALIER, président du syndicat mixte du SCoT Uzège pont du Gard
<b>Ordonnateur</b>	Christian CHABALIER, président du syndicat mixte du SCoT Uzège pont du Gard
<b>Comptable public assignataire des paiements</b>	Monsieur le Trésorier Principal de la recette de la ville d'Uzès

Cet acte d'engagement correspond au marché public global

## ARTICLE 1. LE POUVOIR ADJUDICATEUR

**Maître d'ouvrage**

Syndicat Mixte du SCoT Uzège pont du Gard

**Adresse**

Maison de l'Intercommunalité

9 avenue du 8 mai 1945

30700 UZES

**Autorité compétente pour signer le marché**

Monsieur le président du Syndicat Mixte du SCoT Uzège Pont du Gard

## ARTICLE 2. LE CONTRACTANT

Signataire

Je soussigné,

Nom : .....

Prénom : .....

Qualité : .....

Signant pour mon propre compte

Signant pour le compte de la société :

Raison sociale : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

Code postal : .....

Commune : .....

Téléphone : .....

Fax : .....

Courriel : .....

Numéro SIRET :.....

Code NAF : .....

et

Agissant en tant mandataire du groupement solidaire

Agissant en tant mandataire solidaire du groupement conjoint

Agissant en tant mandataire non solidaire du groupement conjoint

Pour l'ensemble des prestataires groupés qui ont signé la lettre de candidature du  
.../.../.....

après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et des documents qui y sont mentionnés,

Je m'ENGAGE à produire, si mon offre est retenue et si je ne les ai pas déjà fournis à l'appui de mon offre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et les certificats fiscaux et sociaux mentionnés à l'article 46 du Code des Marchés Publics dans un délai de 30 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui m'en sera faite par la personne signataire du marché.

Je m'ENGAGE ou j'ENGAGE le groupement dont je suis mandataire, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à la fourniture des services tels que décrit dans le CCTP, dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me/nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de CENT VINGT (120) jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

## ARTICLE 3. OBJET DU MARCHE

### 3.1 DESIGNATION DE L'OPERATION

Le présent marché est un marché de services portant sur la prestation suivante :  
Acquisition de bases de données cartographiques décrivant l'occupation des sols à grande échelle sur les territoires du SCoT Uzège Pont du Gard

### 3.2 CONTENU DE LA MISSION

Le contenu et l'étendue du présent marché sont définis dans le CCAP et dans le CCTP joints.

## ARTICLE 4. PRIX

### 4.1 OFFRE DE PRIX

L'ensemble des prestations sera rémunéré par application d'un prix global forfaitaire égal à

Montant hors taxe : ..... Euros

TVA (taux de .....%) : ..... Euros

Montant TTC : ..... Euros

Soit en lettres : .....

.....

### 4.2 SOUS-TRAITANCE

Le ou les actes spéciaux de sous-traitance n°.....annexé(s) au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage/nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ainsi que le montant des prestations sous-traitées indiquées dans chaque annexe constitue le montant maximal, de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque acte spécial de sous-traitance constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage/nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Nature de la prestation :

Montant hors taxe : ..... Euros

TVA (taux de .....%) : ..... Euros

Montant TTC : ..... Euros

Soit en lettres : .....

.....  
**ARTICLE 5. DELAI D'EXECUTION**

Le délai de réalisation est de 6 mois

Ces délais partent à compter de la date de notification du marché.

**ARTICLE 6. PAIEMENTS**

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Le Syndicat Mixte du SCoT Uzège pont du Gard se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte:

Contractant I

*Ouvert au nom de :* .....

Sous le numéro : .....

Pour les prestations suivantes : .....

domiciliation : .....

Code Banque : ..... Code guichet : ..... N°de compte : .....Clé RIB :...

IBAN :.....

BIC : .....

Contractant II

*Ouvert au nom de :* .....

Sous le numéro : .....

Pour les prestations suivantes : .....

domiciliation : .....

Code Banque : ..... Code guichet : ..... N°de compte : .....Clé RIB :...

IBAN :.....

BIC : .....

**JOINDRE UN RIB OBLIGATOIRE**

## ARTICLE 7. DECLARATION

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché, ou de mise en régie à mes (nos) torts exclusifs, que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant :

- σ de l'article 43 du Code des marchés publics.
- σ de article 46 du Code des Marchés Publics
- σ de dispositions équivalentes prononcées dans d'autres pays

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur ne pas avoir fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du Code du travail.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail. (Article D8222-5-3°), ou des règles équivalentes dans les pays auxquels ils sont rattachés.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

---

### ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

Signature du candidat

A

*Porter la mention manuscrite*

Le.....

*Lu et approuvé*

---

### APPROBATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement.

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement.

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur, Monsieur Jean-Marc JORDA, habilité par la délibération du .....

A.....

Le.....

**ANNEXE 1 - En cas de sous-traitance : Demande d'acceptation d'un sous-traitant (1)**

**A dupliquer et à compléter pour chacun des sous-traitants**

**MARCHE / ACCORD-CADRE :** .....

· titulaire : .....

· objet : .....

**PRESTATIONS SOUS-TRAITEES**

· nature : .....

· montant T.V.A. comprise : ..... (€)

**SOUS-TRAITANT**

· nom, raison ou dénomination sociale : .....

· entreprise individuelle ou forme juridique de la société :

.....

· numéro d'identité d'établissement (SIRET) : .....

· numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers :

.....

· adresse : .....

.....

· compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte) :

.....

.....

**CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE**

· modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

.....

.....

· date (ou mois) d'établissement des prix : .....

· modalités de variation des prix : .....

· stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

.....

.....

**PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS A L'ART 109 DU CMP :**

· M. Le Président, Patrice PRAT

**COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :**

· M. Le Trésorier

Le pouvoir adjudicateur, L'entrepreneur, Le mandataire,  
 (1) Cette annexe constitue un modèle à utiliser par les candidats pour l'établissement de leurs propositions  
 en vue de désigner dans le marché les sous-traitants qui seront payés directement. Lorsque le candidat  
 ayant conclu le contrat de sous-traitance sera un cotraitant, sa signature sur cette annexe devra être suivie  
 par celle du mandataire.

## ANNEXE 2 - En cas de sous-traitance : Déclaration sur l'honneur du sous-traitant

Le candidat déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du code des marchés publics et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2ème alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-1, L5212-2, L5212-5 et L5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Il atteste sur l'honneur qu'il n'a pas l'intention de faire appel pour l'exécution des prestations à des salariés de nationalité étrangère. (1)

Il atteste sur l'honneur qu'il a l'intention de faire appel pour l'exécution des prestations à des salariés de nationalité étrangère et certifie que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France. (1)

Fait à ..... , le .....

Le signataire

(1) Rayer la mention inutile.